

Crise économique de 2008

La **crise économique de 2008** appelée souvent dans le monde anglophone **Grande Récession** (*Great Recession* en référence à la *Grande Dépression* de 1929)^{1,2,3,4} est une récession dans laquelle sont entrés la plupart des pays industrialisés du monde suite au krach de l'automne 2008, seconde phase de la crise financière de 2007-2010^{5,6}. Les États-Unis ont été les premiers à entrer en récession, en décembre 2007⁷, suivis par plusieurs pays européens au cours de l'année 2008, ainsi que la zone euro dans son ensemble. La France n'entre comptablement en récession qu'en 2009. Cette crise économique mondiale est considérée comme la pire depuis la Grande Dépression⁸.

Cette crise est marquée par une forte hausse des prix du pétrole et des produits agricoles. La montée exorbitante des prix⁹ des actifs et celle associée de la demande sont considérées comme la conséquence d'une période de crédit facile⁹, de régulations et de supervisions inadéquates¹⁰ ou d'inégalités croissantes¹¹. Avec la baisse des actions et des prix des maisons, de grandes banques américaines et européennes ont perdu beaucoup d'argent. En dépit des aides massives accordées par les États pour pallier les menaces de faillite et de crise bancaire systémique, il en a résulté une récession mondiale qui a conduit à un ralentissement du commerce international, à une hausse du chômage et à une baisse des prix des produits de base.

En 2009, les pays ont en général opté pour des politiques de relance. Début 2010, si la plupart semblent sortir de la récession, le FMI reste prudent¹². Le chômage persiste, d'importants déséquilibres dans les balances des transactions courantes demeurent, et des risques d'éclatement de nouvelles bulles financières sont à craindre¹³.

Sommaire

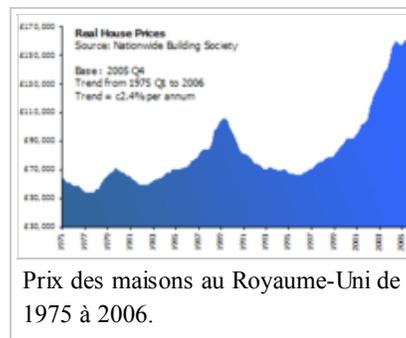
- 1 Le contexte
 - 1.1 Le dégonflement de la bulle immobilière
 - 1.2 Le boom des matières premières
 - 1.3 Inflation
- 2 Les causes
 - 2.1 Débat sur les origines de la crise
 - 2.1.1 L'endettement des américains et la bulle immobilière
 - 2.1.2 Les déséquilibres de la balance commerciale américaine
 - 2.1.3 La non-régulation des produits dérivés
 - 2.1.4 La baisse des taux directeurs de la Fed
 - 2.2 La modélisation de l'économie en question
 - 2.2.1 L'illusion du « marché parfait »
 - 2.2.2 La finance : “hasard sage” ou “hasard sauvage” ?
 - 2.2.3 La « cupidité » du système financier
- 3 Les conséquences
 - 3.1 Les grands traits
 - 3.2 Entrée des pays en récession
 - 3.3 Commerce international et production industrielle
 - 3.4 Emploi
 - 3.5 Marchés financiers
 - 3.6 Voyages et tourisme
 - 3.7 Pays les plus affectés par la crise
 - 3.8 Les risques d'instabilité politique liés à la crise
- 4 Les politiques de lutte contre la crise
 - 4.1 Les politiques monétaires
 - 4.2 Les plans de relance

- 4.2.1 Chronologie des plans de relance
- 4.2.2 Les débats autour des plans de relance
- 4.3 Premiers bilans
 - 4.3.1 Allemagne
 - 4.3.2 Chine
 - 4.3.3 États-Unis
 - 4.3.4 France
 - 4.3.5 Suisse
- 4.4 Les effets des plans de relance et de la crise financière sur la dette publique
- 5 Investir pour préparer le monde de l'après-crise
- 6 La crise jusqu'à quand ?
 - 6.1 Quelques avis donnés en 2009
 - 6.2 2010 : fin de la crise entendue comme une grande récession ?
 - 6.3 La crise comme révélateur des défaillances des structures économiques mondiales
 - 6.3.1 Les déséquilibres commerciaux
 - 6.3.2 La coopération internationale et rééquilibrage mondial
 - 6.3.3 Le problème des classes moyennes
- 7 Notes et références
 - 7.1 Notes
 - 7.2 Références
- 8 Voir aussi
 - 8.1 Articles connexes
 - 8.2 Liens externes
 - 8.3 Bibliographie

Le contexte

Le dégonflement de la bulle immobilière

En 2005, *The Economist*¹⁴ notait une hausse rapide du prix des logements dans les pays développés. En cinq ans leur valeur était passée de 30 000 milliards de dollars à 70 000 milliards de dollars. A la mi-2005, Alan Greenspan, alors à la tête de la Fed, notait déjà une bulle immobilière aux États-Unis (il a déclaré « *at a minimum, there's a little froth* » ("au minimum il y a un peu d'écume"))¹⁵. D'autres pays connaissent également des bulles immobilières, en raison de l'excédent mondial de liquidités, par exemple le Royaume-Uni, l'Espagne et la France.



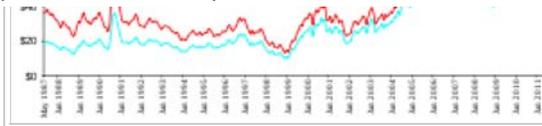
L'éclatement de la bulle immobilière dans de nombreux pays (États-Unis, Espagne, Royaume-Uni, France) a réduit l'activité dans le secteur de la construction, entraînant un effet négatif sur le PIB. La baisse des prix immobiliers provoquent un effet richesse négatif sur les ménages propriétaires et les incitent à épargner.

Le boom des matières premières

Les prix des matières premières ont connu un boom à partir de 2000 après une période de prix bas sur la période 1980-2000. En 2008, les prix de nombreuses matières premières, notamment le pétrole et les produits agricoles montèrent si haut qu'ils firent resurgir le spectre de la stagflation¹⁶. Ces hausses s'expliquent notamment par la spéculation. Le



marché financier étant orienté à la baisse, des spéculateurs se sont réfugiés dans le commerce des matières premières, notamment le pétrole et les produits agricoles, amplifiant artificiellement la hausse des cours.^[réf. nécessaire]



Brent Baril de pétrole prix spot, Mai 1987 – Mar. 2009.

Le 2 janvier 2008, le prix du baril de pétrole dépassa 100 dollars¹⁷. Ces prix élevés causèrent une très forte baisse de la demande^[réf. nécessaire] aggravée encore par la crise financière de 2008 qui a conduit à une forte baisse des prix : le baril de pétrole coûtait moins de 35 dollars fin 2008¹⁸. Les problèmes pétroliers et ceux liés à la hausse des produits agricoles furent l'objet de discussions au 34^e sommet du G8 en juillet 2008¹⁹.

En 2009, seuls les produits agricoles devraient échapper à la récession²⁰. Selon la FAO, 973 millions de personnes souffriraient de sous-nutrition en janvier 2009 et le nombre de personnes mal nourries aurait augmenté de 40 millions en 2008²¹. Sur le pétrole, les experts sont partagés. Pour l'Agence internationale de l'énergie (AIE) la production d'hydrocarbures devrait croître jusqu'en 2030²². De son côté, Jean-Luc Wingert de l'Aspo (Association for the Study of Peak Oil), estime que « s'il est probable que la crise reporte à plus tard le pic pétrolier... il est plus probable encore que nous soyons entrés dans une ère chaotique...prix et production jouant au yo-yo »²².

Inflation

En février 2008, Reuters annonçait que l'inflation mondiale était à un niveau historique, et que l'inflation était à son niveau le plus haut depuis 10-20 ans dans de nombreux pays²³. Plusieurs raisons à l'inflation ont été avancées : la politique monétaire expansive de la Fed pour faire face à la crise financière, la spéculation sur les produits de base, la hausse des prix des importations en provenance de la Chine, etc²⁴.

À la mi-2007, les données du FMI montraient que l'inflation était à son plus haut dans les pays exportateurs de pétrole du fait qu'il "stérilisait" les devises étrangères. Ce terme technique signifie que les apports de devises étrangères servaient à accroître la masse monétaire d'où un excès de monnaie par rapport aux biens et services disponibles. Cependant l'inflation était également forte dans les pays en développement non exportateurs de pétrole²⁵. L'inflation était également croissante dans les pays développés^{26,27} mais restait faible par rapport aux pays en développement.

Les causes

Débat sur les origines de la crise

L'endettement des américains et la bulle immobilière

Les prêts hypothécaires américains ont été, à l'été 2007, l'élément déclencheur de la crise financière qui a entraîné la crise économique de 2008-2010. Ce qui pousse certains économistes à placer l'origine de la crise dans l'endettement des agents économiques américains.

S'ils n'ont pas à eux seuls provoqué une crise d'une telle ampleur, les prêts hypothécaires à risque (*subprime*) ont été l'élément qui a déclenché le mouvement touchant tout le système financier déjà fragilisé par :

- le transfert des actifs des banques au marché (titrisation),
- la création d'actifs complexes et opaques,
- l'incapacité des agences de notation à évaluer les risques des actifs,
- l'application de normes comptables dite de « fair value »,
- enfin, selon certains, les défaillances des régulateurs et des superviseurs à corriger les failles²⁸.

Les déséquilibres de la balance commerciale américaine

Une partie de la crise économique viendrait du déséquilibre de la balance commerciale américaine et de l'excédent chinois – qui pousse les États-Unis à emprunter massivement aux chinois, mais aussi aux Japonais et aux pays producteurs de pétrole. Autrement dit, « une partie de la crise est due au déséquilibre entre une Amérique qui dépense et emprunte trop et une Chine qui consomme et importe trop peu »²⁹.

La non-régulation des produits dérivés

Le 15 octobre 2008, Anthony Faiola, Ellen Nakashima et Jill Drew ont écrit un long article dans *The Washington Post* intitulé « What Went Wrong »³⁰. Dans leur enquête, les auteurs soutiennent qu'Alan Greenspan (Ancien président de la Réserve fédérale des États-Unis), Robert Rubin (Ancien Secrétaire du Trésor) et Arthur Levitt (Ancien président de la SEC) se sont opposés avec force à une régulation des instruments financiers connus sous le nom de produits dérivés. Ils ajoutent que Greenspan a cherché à saper les efforts de la Commodity Futures Trading Commission quand, sous la direction de Brooksley E. Born, elle a cherché à réguler les dérivés. Finalement, c'est ce type de produits qui aurait conduit à la crise économique.

La baisse des taux directeurs de la Fed

Une autre théorie, avancée par des représentants de l'École autrichienne d'économie, accuse la décision d'Alan Greenspan de baisser les taux directeurs de la Fed à 1 % pendant un an. Cette politique aurait engendré un montant énorme de prêts qui aurait conduit à un boom insoutenable^{31,32}.

Cependant, certains^[Qui ?] considèrent que l'action de Greenspan dans les années 2002–2004 a été motivée par la nécessité de sortir l'économie américaine de la récession qui a suivi, au début des années 2000, l'éclatement de la bulle Internet. Ce faisant, il n'aurait pas pu éviter la crise mais l'aurait seulement retardée^{33,34}. L'économiste Joseph Stiglitz considère lui que l'excuse des financiers qu'une politique monétaire laxiste générant un crédit trop bon marché justifie son mauvais usage par eux-mêmes est absurde³⁵.

La modélisation de l'économie en question

L'illusion du « marché parfait »

Thierry de Montbrial estime que « l'illusion du marché parfait était d'une naïveté extrême » et que « l'illusion a été entretenue par la révolution des technologies de l'information qui, appliquée à la sphère financière, a entraîné une mutation complète du système »³⁶.

En termes keynésiens, cette illusion s'est accompagnée de la non prise en compte des « esprits animaux » des acteurs et de l'absence d'une réflexion sur la manière de les canaliser³⁷. D'où une réflexion engagée, une fois la crise survenue, sur la taille des banques et sur les moyens d'éviter qu'elles récupèrent les bénéfices et fassent supporter les pertes par les contribuables et l'ensemble du tissu économique.

La finance : “hasard sage” ou “hasard sauvage” ?

L'outil mathématique, qui a partiellement servi à justifier la financiarisation de l'économie est-il le bon ? La question revient à savoir si les cours financiers suivent un “hasard sage”, du type du pollen dans le mouvement brownien ou au contraire un « un “hasard sauvage” qui, comme son nom l'indique, est beaucoup plus insaisissable »^{38,39}.

Les financiers en grande majorité sont partis de l'hypothèse que les cours financiers suivaient un “hasard sage”, d'où l'application d'un certain type de mathématiques financières et l'adoption à partir de 1993 à l'initiative de la banque JP Morgan⁴⁰ de la VaR (Value at Risk) pour mesurer les risques financiers reposant sur des probabilités respectant la loi normale. Cet instrument a favorisé l'innovation et permis aux banques d'« échapper le plus possible à toute forme de régulation contraignante » et de « pouvoir profiter à plein de la période d'euphorie financières des quinze dernières années ».

Pour d'autres, les cours financiers suivent un "hasard sauvage". Dès 1973, partant d'une hypothèse de "hasard dur", Benoît Mandelbrot a développé la théorie des fractales qui, a été mal acceptée par les praticiens des marchés financiers. Avec la crise, la théorie du "hasard sage" en finance est de plus en plus remise en question. David Viniar, alors directeur financier de Goldman Sachs, a vu au moment de la crise de 2007-2010 des « choses qui étaient à 25 écarts-types, pendant plusieurs jours »⁴⁰ ce qui, [au regard du modèle classique (lois normales)], « a la même probabilité que de gagner 20 fois de suite au Loto »⁴¹.

D'autres économistes posent encore plus radicalement le problème de la mathématique financière. Par exemple, pour Jon Danielsson de la London School of Economics, la « finance n'est pas la physique ; elle est plus complexe »⁴² et les financiers jouent avec les modèles, ce que ne fait pas la nature.

La « cupidité » du système financier

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie considère que « les financiers ont failli par incompétence et cupidité » et sont la cause principale de la crise. Le système de rémunération par bonus des acteurs des marchés financiers favorisait trop la prise de risque mais aussi la dérégulation croissante des marchés empêchait tout rattrapage. En rejetant la faute sur les États et en demandant une réduction des déficits publics qui sont en partie le résultat des plans de sauvetage des banques, les financiers spéculent contre certaines économies, provoquant la crise grecque de 2010 et aggravent de la situation, la réduction des déficits pouvant faire replonger l'économie. Pour Stiglitz le système à besoin d'une réforme mêlant transparence, nouveaux systèmes de rémunération et réduction des leviers financiers et de l'importance du secteur qui pèse trop sur l'économie, car représentant 40 % du total du profit des entreprises³⁵.

Les conséquences

Les grands traits

Aux États-Unis, le *National Bureau of Economic Research* (NBER) a publié en décembre 2008 une analyse estimant que les États-Unis sont en récession depuis décembre 2007^{43,44}, mettant fin à un cycle de croissance de 73 mois commencé en novembre 2001. Pour dater le début de la récession, le NBER se base sur « des facteurs autres que les mouvements ambigus de la mesure trimestrielle du produit national sur le plan de la production »⁴⁵. Il utilise pour définition d'une récession le « déclin significatif et durable (plusieurs mois) de l'activité économique qui se diffuse dans toute l'économie et qui est usuellement perceptible à travers notamment les indicateurs de production, d'emploi, de revenu etc⁴³. ». Aux États-Unis les crises les plus importantes de l'après-guerre (1974 et 1981) ont duré environ seize mois⁴⁶. James Mirrlees, « prix Nobel » d'économie 1996, envisage une récession de trois ou quatre ans⁴⁶.

En novembre 2008, l'OCDE a publié des estimations et prévisions selon lesquelles plusieurs pays membres (entre autres la Zone euro, les États-Unis et le Japon) auraient une croissance négative en 2009 et connaîtraient une montée du chômage, le nombre de chômeurs dans l'ensemble des pays de l'OCDE passant de 34 millions à l'automne 2008 à 42 millions en 2010⁴⁷. En moyenne sur les pays de l'OCDE, le PIB diminuerait de 0,4 % en 2009 et croîtrait de 1,5 % en 2010⁴⁸. Le creux économique serait atteint mi-2009⁴⁸.

Cette crise a également montré l'absence de découplage entre les cycles économiques et financiers des pays développés et ceux du reste de la planète⁴⁹. En effet le ralentissement en Europe et aux États-Unis se transmet aux autres par le biais d'importations moindres⁵⁰ et de réduction des flux d'investissements. Par ailleurs la crise économique a entraîné une baisse des cours des matières premières (pétrole etc.) qui affecte notamment l'Argentine, une partie des pays d'Afrique et la Russie⁵¹. Enfin ces pays sont également directement affectés par la crise financière d'une part parce qu'ils subissent les effets du resserrement du crédit, par les problèmes que connaissent leur système bancaire et par le fait que de nombreux pays qui ne disposent pas d'une monnaie considérée comme « sure » voient la crise financière se doubler d'une crise monétaire d'autant qu'ils ont parfois empruntés en devises étrangères. C'est notamment le cas de l'Islande (voir crise financière de 2008 en Islande) et de l'Ukraine, qui étaient fortement endettés à l'international en monnaie étrangère, ce qui les a rendu



Croissance réelle du PIB en 2009. Les pays en marron sont en récession

vulnérables à une dépréciation de leur propre monnaie.

Les pays les plus touchés sont la Hongrie, l'Espagne, l'Irlande, l'Islande, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Turquie⁵².

Entrée des pays en récession

Second semestre 2008 : Estonie⁵³, Lituanie⁵⁴, Irlande⁵⁵ et Nouvelle Zélande⁵⁶.

Troisième trimestre : Japon⁵⁷, Suède⁵⁸, Hong Kong⁵⁹, Singapour⁶⁰, Italie⁶¹, Turquie et Allemagne⁶². 15 pays utilisant l'Euro sont entrés en récession au troisième semestre⁶³. Par ailleurs l'Union Européenne, les pays du G7 et tous les pays de l'OCDE ont eu une croissance négative au troisième trimestre

Quatrième trimestre : États-Unis, Royaume-Uni, Espagne⁶⁴, la Suisse⁶⁵ et Taiwan⁶⁶.

- Des sept plus grandes économies en termes de PIB seules la Chine, la Russie et la France ont évité une récession en 2008. Dans l'année qui va jusqu'au troisième trimestre 2008, la Chine a connu une croissance de 9 % (jusqu'à une date récente, une croissance de 8 % était considéré comme le minimum nécessaire pour absorber la main d'oeuvre qui quittait la campagne pour la ville⁶⁷).

L'Ukraine est en dépression depuis janvier 2009 avec une baisse du PIB de - 20 %⁶⁸.

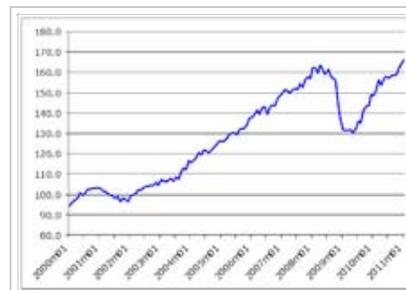
Commerce international et production industrielle

A la mi-octobre 2008, le Baltic Dry Index qui permet d'évaluer l'activité maritime a baissé de 50 % en une semaine alors que le resserrement du crédit rendait plus difficile l'obtention de lettres de crédit par les exportateurs⁷⁰.

En février 2009, *The Economist* annonçait que la crise financière avait conduit à une crise de la production industrielle. Les plus fortes baisses d'activité se situant dans les pays tournés vers l'exportation⁷¹.

En mars 2009, le journal britannique *Daily Telegraph* rapportait que de janvier 2008 à janvier 2009, la production industrielle avait chuté de : 31 % au Japon, 26 % en Corée du sud, 16 % en Russie, 15 % au Brésil, 14 % en Italie, 14 % en Allemagne⁷². Quelques analystes soutiennent alors que le monde était entré dans une période de démondialisation et de protectionnisme après des années d'intégration économique croissante^{73,74}.

Les fonds souverains et les investisseurs privés du Moyen-orient et d'Asie (y compris la Chine)⁷⁵ achètent de façon croissante des parts de sociétés européennes ou américaines y compris dans le domaine industriel⁷⁶. En effet, suite à la récessions elles sont à des prix très abordables^{77,78}. Le gouvernement chinois s'est particulièrement intéressé au secteur des ressources naturelles partout dans le monde⁷⁹ dans le but de sécuriser son approvisionnement en pétrole et minerais⁸⁰.



Évolution du commerce mondial, 2000-2011. Base 2000=100⁶⁹. Le pic est atteint au printemps 2008.

Emploi

Pour l'organisation internationale du travail (OIT) au moins 20 millions d'emplois devraient être perdus d'ici fin 2009 et le nombre de personnes au chômage dans le monde devrait atteindre environ 200 millions de personnes. Les principaux secteurs touchés seraient : le bâtiment, l'immobilier, les services financiers et le secteur automobile⁸¹. Si la récession s'intensifie, le nombre de personnes sans emploi devrait croître de 50 millions selon les prévisions de l'OIT⁸².

En novembre 2008, l'OCDE a publié des estimations et prévisions selon lesquelles plusieurs pays membres (entre autres la Zone euro, les États-Unis et le Japon) connaîtraient en 2009 une montée du chômage, le nombre de chômeurs dans l'ensemble des pays de l'OCDE passant de 34 millions à l'automne 2008 à 42 millions en 2010^{47,48}.

Dans les *Perspectives pour l'emploi* publiées en septembre 2009, l'OCDE que depuis fin 2007, les pays membres de l'organisation avaient vu le nombre de chômeurs progresser de quinze millions de chômeurs et prévoit dix millions de chômeurs dans les mois qui viennent⁸³.

Marchés financiers

La crise économique qui peut être aussi vue pour partie comme le versant économique de la crise financière de 2007-2009, a eu trois conséquences

Un accroissement de la concentration bancaire (par exemple: le 3 octobre 2008, Wachovia est rachetée, pour 15 milliards de \$ par Wells Fargo, redonnant à ce dernier la première place mondiale⁸⁴, le 5 octobre 2008, BNP Paribas prend le contrôle de Fortis en Belgique et au Luxembourg pour 14,7 milliards d'euros, tandis que l'État belge devient le premier actionnaire du groupe français⁸⁵ etc..

Un fort engagement des pouvoirs publics pour sauver les banques et par là le système financier. Cet engagement s'est traduite par une aide directe des États aux banques par voie de recapitalisation et de garanties apportées pour certains actifs (Voir Plan Paulson] et enfin baisse des taux d'intérêts des banques centrales (celles-ci bien que non directement liés à l'État de nos jours sont quand même la propriété de tous et ont pour mission de protéger le bien commun).

Mise en place de nouvelles régulations financières (en cours de réalisation en juin 2009).

Voyages et tourisme

Selon *Zagat's 2009 U.S. Hotels, Resorts & Spas survey*, les voyages d'affaires ont décliné l'an passé suite à la récession. 30 % des personnes interrogées déclaraient voyager moins pour affaire tandis que seulement 21 % affirmaient voyager plus⁸⁶. Les raisons de ce déclin incluent des changements de la politique des entreprises dans ce domaine, l'incertitude économique, et les prix élevés du transport aérien. Les hôtels répondent à cette baisse par des promotions et des négociations avec les hommes d'affaires et les touristes^{86,87}.

Pays les plus affectés par la crise

Si la crise affecte tous les pays, certains sont plus touchés que d'autres. Trois indicateurs permettent de mesurer l'impact de la crise et de dresser un tableau d'ensemble : les dévaluations, la baisse des cours des actions et la montée des "spreads" (différentiel de taux d'intérêt) des obligations émises pour financer les budgets publics⁸⁸. Selon le *International Economics Bulletin* de juin 2009 de la Carnegie Endowment for International Peace trois pays d'Europe de l'est - Hongrie, Pologne, et Ukraine - tout comme l'Argentine et la Jamaïque sont les pays les plus touchés par la crise⁸⁸. Au contraire la Chine, le Japon, et les États-Unis sont relativement moins touchés⁸⁹.

Les risques d'instabilité politique liés à la crise

En décembre 2008 la Grèce a connu une période de trouble qui s'est poursuivie jusqu'en février⁹⁰.

En janvier 2009, suite à des protestations et à des heurts avec la police liés à la façon dont le gouvernement islandais avait géré l'économie, de nouvelles élections ont dû être organisées deux ans avant le terme normal.

Suite à la crise financière des troubles sont également survenus en Lettonie et en Lituanie^{91,92}.

Les pays asiatiques ont également été le théâtre de diverses protestations. Les communistes alliés à d'autres ont manifesté à Moscou⁹³ pour protester contre les plans économiques du gouvernement. Des manifestations ont aussi eu lieu en Chine⁹⁴ où, suite à la baisse de la demande des pays de l'Ouest, les exportations ont fortement baissé provoquant une hausse du chômage.

À compter du 26 février 2009, un *Economic Intelligence Briefing* a été ajouté aux *intelligence briefings* quotidiens préparés pour le président des États-Unis⁹⁵.

Le journal Business Week note dans son édition de mars 2009 que l'instabilité politique globale s'accroît suite à la crise et crée de nouveaux challenges qui doivent être gérés⁹⁶. L'agence *Associated Press* rapporte en mars 2009 que Dennis Blair, directeur du renseignement national (*National Intelligence* en anglais) des États-Unis a déclaré que la détérioration de l'économie pourrait conduire à une instabilité politique dans de nombreux pays en développement⁹⁷. Quelques pays développés pourraient même connaître une instabilité politique⁹⁸. Le site npr.org rapporte que David Gordon, un ancien *intelligence officer* qui maintenant conduit des recherches à l'*Eurasia Group*, a déclaré quelque chose comme : de nombreux, sinon la plupart des grands pays peuvent s'accommoder de la faiblesse de l'économie sans faire face à une instabilité politique de grande ampleur si nous sommes dans une récession de durée normale. Si elle dure plus longtemps, alors les paris sont ouverts⁹⁹.

En mars 2009, la maison d'un ancien dirigeant de la Royal Bank of Scotland est vandalisée. L'incident a été précédé de menaces adressées aux bénéficiaires de bonus de l'assurance American International Group (AIG)^{100, 101}.

Les politiques de lutte contre la crise

Les politiques monétaires

Avec la crise, les banques centrales ont conduit des politiques monétaires visant à injecter des liquidités en abaissant leur taux directeurs et en recourant à des méthodes dites « non orthodoxes ». Au premier trimestre 2009, la Fed a acheté 44 % des émissions nettes d'emprunts d'États, près de 30 % au deuxième trimestre, au cours du quatrième elle devrait se retirer¹⁰². Cette politique a des effets positifs en venant en soutien des politiques de relance et en facilitant le recours à l'emprunt par les États, mais elle a aussi des points plus négatifs. Par exemple Patrice Blanc le directeur de Newedge, un des leaders mondial du courtage des dérivés craint « la formation d'une nouvelle bulle sur les marchés »¹⁰³ suite d'une part aux taux très bas et d'autre part à des opérations de "carry trade" sur le dollar.

Toutefois, pour l'économiste Daniel Cohen l'excès de liquidités ne viendrait pas principalement des politiques monétaires et notamment celle d'Alan Greenspan qui est souvent vue comme à l'origine de la présente crise financière. Elle tiendrait surtout à deux facteurs plus structurels : le fort excédent commercial chinois et les pays producteurs de matières premières qui placent une très grande part de leurs excédents sur les marchés financiers¹⁰⁴.

D'autres, comme Paul Grignon, auteur de *L'Argent Dette*, considèrent que les banques privées ont pris le contrôle de la quasi-totalité de l'émission de l'argent. La crise proviendrait donc, dans un système basé sur l'usure, du caractère impayable de la dette, les banquiers ne créant que l'argent du prêt, et pas l'argent nécessaire pour rembourser les intérêts. Par conséquent, le système serait condamné dès le départ à la faillite. Il serait donc nécessaire pour les États de mettre fin à l'indépendance des banques centrales et de reprendre le contrôle de la création monétaire.

Les plans de relance

Le plan de relance de l'économie française annoncé en octobre 2008 puis complété en janvier 2009, s'est élevé à 48 milliards d'euros, dont 26 milliards pour les PME (17 milliards à travers les banques - livrets d'épargne populaire pour les prêts aux entreprises - et 5 milliards à travers la garantie bancaire d'OSEO, complétés de 4 milliards supplémentaires sur 2009). Ce plan est désormais mis en œuvre par Patrick Devedjian. Le président Nicolas Sarkozy a posé comme condition aux banquiers limitent leur bonus¹⁰⁵ et les dividendes versés aux actionnaires¹⁰⁶. Certains banquiers acceptent de jouer le jeu tout en indiquant que les aides aux banques ne sont pas des subventions mais des prêts qui seront intégralement remboursés et largement profitables à l'État¹⁰⁷. Les bonus bancaires ont été taxés dès 2010¹⁰⁸. Le plan de relance prévoyait par ailleurs 1000 projets, chantiers d'infrastructures publics¹⁰⁹. Ces projets ont été annoncés par le Premier ministre, François Fillon, le 2 février 2009¹¹⁰.

Le Royaume-Uni a mis en place un plan de recapitalisation de ses banques en difficulté. Il a tenté d'imposer des baisses de taux d'intérêt¹¹¹. Pour autant, au Royaume-Uni comme dans d'autres pays, l'accès au crédit a pu se resserrer face à une situation économique qui s'aggravait¹¹². Le gouvernement britannique a établi un plan de

relance de 10 milliards d'euros pour les PME anglaises¹¹⁵. L'état britannique a en partie nationalisé ses banques : il va monter de près de 60 % à 70 % du capital de la Royal Bank of Scotland ; il détient également près de 44 % de la nouvelle banque Lloyds Banking Group, issue du rachat de HBOS par Lloyds TSB¹¹⁴. Gordon Brown sollicite une solution internationale¹¹⁵. En mars 2009, lors de son déplacement à Washington, Gordon Brown a proposé un «New Deal global» à Barack Obama¹¹⁶. Ce nouveau New Deal prendrait la forme d'"un accord selon lequel chaque pays injecterait des ressources dans son économie" en vue d'une "relance verte" de l'économie. Il suppose aussi que tous les pays "se mettent d'accord sur des principes communs de régulation financière" et sur "des changements dans leur système bancaire"¹¹⁷.

L'Espagne a mis en place depuis le début de l'année 2008 un plan de soutien de plus de 20 milliards d'euros pour la relance de l'économie¹¹⁸.

Le gouvernement norvégien a présenté un plan de 100 milliards de couronnes (11 milliards d'euros) destiné à relancer les prêts aux ménages et aux entreprises et atténuer les effets de la crise financière¹¹⁹.

Berlin a adopté un plan de relance de 60 milliards d'euros en 2009^{120, 121}. Angela Merkel s'est vue contrainte d'amplifier les mesures de soutien pour 2010, face aux difficultés grandissantes des banques régionales allemandes pour financer l'économie. La chancelière a indiqué vouloir "suivre l'évolution de la situation et prendre de nouvelles mesures si c'est nécessaire" pour apporter des liquidités aux entreprises. Elle a défendu devant les députés le projet de budget 2010, qui prévoit un déficit record de 85,8 milliards d'euros^{122, 123}.

Aux États-Unis, Barack Obama a fait voter au congrès un plan ambitieux de 825 milliards de dollars, sur deux ans, pour la relance de l'économie américaine¹²⁴. Le nouveau Président américain choisit d'investir dans l'énergie, l'éducation, la santé et les nouvelles infrastructures¹²⁵. La nouvelle administration a par ailleurs promis un contrôle plus sévère de l'affectation des 350 milliards de dollars restants du plan Paulson de sauvetage du système financier adopté fin 2008 par le gouvernement Bush. Enfin, le gouvernement américain soutient fortement les programmes d'innovation à travers le SBIR (Small Business Innovation Research) : pour l'accès des PME aux marchés des grandes entreprises, mais aussi en finançant, sur aides publiques en subventions, de nombreux programmes de R&D¹²⁶. Sur les 800 milliards d'euros du plan de relance américain, 37 milliards sont consacrés aux technologies numériques¹²⁷. Lors de sa première conférence de presse depuis son investiture, Barack Obama a rappelé que «l'État est désormais le seul acteur économique à pouvoir sortir l'économie de l'ornière, et les baisses d'impôts ciblées ne peuvent pas résoudre les problèmes financiers. Le gouvernement fédéral est la seule entité qu'il reste, avec les ressources nécessaires pour réanimer l'économie.»¹²⁸. À partir de 2010, le président des États-Unis entend réguler le marché bancaire et financier et taxer les profits bancaires¹²⁹. Par cette politique de type keynésienne, les États évitent les erreurs qui avaient aggravé la crise des années 1930 (dite Grande dépression).

Le Québec table sur un soutien des PME dans leur accès au crédit par une garantie des financements (1 milliard de dollars). Ce programme d'accès au crédit, intitulé Renfort, s'adresse aux entreprises en exploitation depuis au moins trois ans, et qui doivent avoir généré des fonds positifs dans deux des trois dernières années. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), regrette que le gouvernement ne fasse pas plus d'effort à travers des aides directes auprès des plus petites entreprises en difficulté¹³⁰.

Le gouvernement chinois a lancé dès 2009 un plan de plus de 500 milliards de dollars également pour soutenir la demande intérieure et les investissements innovants¹³¹.

Des risques de protectionnisme de la part des États apparaissent pour protéger les emplois de la mondialisation¹³². Or cette tendance est volontairement freinée car dangereuse à plus long terme pour la croissance mondiale.

Un rapport de l'OCDE¹³³ (Objectif Croissance 2009) publié le 3 mars 2009, préconise de façon prioritaire les réformes qui ont pour but de renforcer le capital humain, de même que les réformes destinées à intensifier la concurrence sur les marchés de produits^{134, 135}. Un nouveau rapport publié en mars 2010, préconise de s'éloigner peu à peu des plans d'urgence, au profit de politiques d'investissements (crédit d'impôt et subventions directes) en Recherche-Développement, de libéralisation de l'accès au commerce et aux professions libérales, afin de limiter le chômage longue durée, stimuler l'innovation et le développement de nouvelles entreprises et emplois¹³⁶.

L'assainissement de certaines autres dépenses publiques sera prioritaire¹³⁷. Selon le rapport, les pays devront privilégier les mesures qui induisent un accroissement du taux d'emploi, jugées plus efficaces en termes de réduction du déficit public que celles qui passent par une hausse de la productivité de la main d'oeuvre. Une baisse du chômage réduit les prestations sociales et contribue donc à faire baisser le déficit, note l'OCDE.

Le sommet du G20 a posé, en avril 2009, les jalons d'un "nouvel ordre économique mondial" basé sur l'identification des paradis fiscaux, le triplement des ressources du Fonds monétaire international et un fonds d'aide au financement du commerce et de relance des échanges mondiaux¹³⁸.

Chronologie des plans de relance

Les États ont lancé ou prévoient de lancer des politiques de relance avec la volonté affichée de réduire l'ampleur de la crise économique :

Au début de 2008, le gouvernement fédéral américain avait mis de l'avant un programme de relance de 168 milliards USD¹³⁹ ;

En septembre 2008, le gouvernement fédéral américain met en place le Plan Paulson, un programme de 700 milliards USD d'apurement de la crise financière¹⁴⁰ ;

Le 14 octobre 2008, l'Australie annonce un plan de relance de 65 milliards de dollars américains ;

Le 28 octobre, le gouvernement du Royaume-Uni crée un plan de sauvetage bancaire¹⁴¹ ;

Le 30 octobre, le Japon annonce un plan de relance de 260 milliards de dollars américains augmentant d'autant le budget de l'État japonais ;

Le 5 novembre 2008, l'Allemagne annonce un plan de 63 milliards de dollars américains ;

Le gouvernement chinois annonce le 9 novembre un plan de relance de 15 % du PNB dans les deux ans à venir pour relancer la croissance. Les 4 000 milliards de yuans (soit 454 milliards d'euros ou 573 milliards de dollars américains) iront à des grands travaux d'infrastructures (beaucoup de travaux ferroviaires, de ports, d'autoroutes et de grands travaux hydrauliques (45 %), à la reconstruction du Sichuan (25 %), au développement des campagnes (9,25 %), à l'environnement, principalement des stations de traitement des eaux usées (8,7 %), des logements sociaux (7 %) et pour la santé (1 %)). Ce budget prévu contient les 1 000 milliards de yuans décidés pour la reconstruction de la province du Sichuan en juin 2008 suite au séisme du Sichuan de mai 2008¹⁴² ;

Le 18 novembre, le Congrès américain dépose un projet de loi visant à établir un plan de 700 milliards de dollars américains ;

Le 24 novembre, le gouvernement du Royaume-Uni détaille un plan de relance de 30 milliards de dollars américains ;

Le 26 novembre, confirmation par Bruxelles d'un plan européen de 163 milliards de dollars américains. Il s'agit ici surtout d'assurer un minimum de cohésion entre les plans de relance nationaux qui constituent l'essentiel du chiffre annoncé¹⁴³.

Le 4 décembre, le président français présente un plan de relance de 26 milliards d'euros (11,4 milliards destinés au soutien de la trésorerie des entreprises, 10,5 milliards aux investissements publics, 2 milliards au logement et à l'automobile, 1,2 milliard aux mesures emploi et 0,8 milliard à la prime de solidarité active¹⁴⁴). Parallèlement, un ministre en charge de la relance est nommé. Sur ce plan les avis divergent, Bruno Ventelou craint qu'il relève du keynésianisme hydraulique¹⁴⁵, au contraire pour Jean-Marc Vittori ce plan se situerait plutôt du côté d'une politique de l'offre¹⁴⁶, car pour lui l'essentiel des mesures visent d'abord les entreprises.

En janvier 2009, le gouvernement allemand annonce un deuxième plan de relance au montant de 50 milliards USD¹³⁹ ;

25 mars 2009, le gouvernement du Royaume-Uni n'arrive pas à vendre autant de bons du trésor que prévu pour financer sa dette, Gordon Brown se voit contraint de renoncer à un nouveau plan de relance¹⁴⁷.

Les débats autour des plans de relance

Hélène Rey¹⁴⁸, professeur à la *London Business School*, estime que si le risque de stagnation appelle des politiques de relance budgétaire, celles-ci peuvent également constituer une menace pour la capacité à émettre de la dette pour les États. Elle estime à 525 milliards de dollars le montant nécessaire pour maintenir aux États-Unis le taux de chômage à 5 %. Dans ce cas, concernant la situation financière, beaucoup risque de dépendre de ce que l'État pourra retirer de la revente des parts des banques et des institutions financières qu'il a recapitalisées.

Peer Steinbrück, ministre des finances allemand, a mis en garde le 6 décembre 2008 contre le risque de dépenser

des sommes considérables en pure perte et d'augmenter la dette publique¹⁴⁹. Il a critiqué la baisse de TVA décidée au Royaume-Uni, considérant que « la seule conséquence sera de porter la dette britannique à un niveau tel qu'il faudra une génération entière pour la rembourser¹⁵⁰. »

Premiers bilans

Allemagne

Le nouveau gouvernement a adopté des mesures de relance de façon à doper la demande intérieure et de moins dépendre des exportations.

Chine

Sur les neuf premiers mois de 2009, la Chine a connu une croissance de 7,7 %. Cette croissance est liée au plan de relance mais aussi aux banques chinoises qui ont fortement accru leurs prêts (75 % de plus sur les neuf premiers mois de 2009 par rapport à l'année 2008)¹⁵¹. Mais environ 20 % de ces sommes auraient été utilisées à des fins spéculatives provoquant une flambée boursière à la bourse de Shanghai et à la bourse de Hong Kong¹⁵².

Pour la Banque mondiale, la croissance chinoise a été tirée par les investissements et par la consommation qui s'est bien tenue. Toutefois pour cette institution, le pays doit revoir son modèle de croissance fondé sur les exportations. En effet, les pays développés clients de la Chine ne devraient pas connaître un redémarrage lent¹⁵³ et par ailleurs des tendances protectionnistes semblent faire jour.

La croissance chinoise a eu un effet positif sur nombre de pays africains producteurs de matières premières qui ont vu leur croissance soutenue par la demande chinoise¹⁵⁴. D'une façon générale, ce pays semble vouloir renforcer son influence en Afrique notamment par le biais d'un fonds sino-africain de développement¹⁵⁵.

États-Unis

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,9 % au cours du troisième trimestre 2009 (3,5 % en tendance annuelle), mais l'économie peinait à créer de nouveaux emplois¹⁵⁶ ; en octobre 2009, le taux de chômage a passé les 10 %¹⁵⁷. Il était à 9,6 % en octobre 2010, mais à 9,8 % en novembre¹⁵⁸. En 2010, Barack Obama annonçait un chômage qui resterait élevé jusqu'en 2020¹⁵⁹.

Si la Fed continuait début octobre 2009 à maintenir des taux d'intérêts directeurs compris entre 0 % et 0,25 %, elle commençait à réduire ses interventions. Il faut dire que son bilan est passé de 875 milliards de dollars en août 2007 à 2.200 milliards en octobre 2009¹⁶⁰.

France

En France, le chômage a progressé de deux points entre fin 2007 et juillet 2009 où il a atteint 9,8 %¹⁶¹. Après un maximum à 9,9 % au premier semestre 2010 (l'OCDE s'attendait à cette poursuite de la hausse), le chômage a amorcé une baisse sur les semestres suivants, pour atteindre 9,3 % à la fin de l'année. La croissance s'est améliorée en 2010.

Suisse

La Suisse a mieux résisté à cette crise que d'autres pays. Le creux, atteint au deuxième trimestre 2009, a vu un recul total du PIB de 3,3 %, un taux bien inférieur au Japon (-8,7 %), l'Italie (-6,8 %), le Royaume-Uni (-6,4 %), l'Allemagne (-5,9 %), les États-Unis (-4,1 %) ou la France (-3,9 %)¹⁶². Cependant, le chômage a fortement augmenté (+ 50 %). Le sauvetage de l'Union de banques suisses, la plus importante du pays, a cependant permis à la confédération de faire un profit d'1,2 milliard de francs sur l'exercice 2009. En 2009, le PIB a reculé de 1,9 %. En Europe, seul la Pologne et la Norvège ont fait mieux. Au deuxième trimestre 2010, le PIB était en hausse de

3,6 % par rapport à l'année précédente, regagnant ainsi son niveau d'avant crise. Sur l'année 2010, la croissance se chiffre à 2,6%. Le chômage a plafonné à 4,5 % en janvier 2010 puis a baissé à 3,6 % à la fin de l'année. La dette des collectivités publiques par rapport au PIB est passée de 43,4 % en 2007 à 38,3 % en 2010^{163, 164}.

Les effets des plans de relance et de la crise financière sur la dette publique

Selon le FMI, la dette publique des dix pays les plus riches de la planète devrait passer de 78 % en 2007 à 114 % en 2014¹⁶⁵. Les États-Unis devraient émettre pour 1 300 milliards de dollars de bons du trésor (qui servent à financer la dette publique) les pays européens quant à eux devraient en émettre pour une somme équivalente à 900 milliards de dollars¹⁶⁶.

Lors du G20 de Londres en avril 2009, Les pays ont opté pour une relance globale de 5 000 milliards de dollars pour 2009 et 2010 qui devrait entraîner un dérapage budgétaire au niveau mondial de 2 500 milliards en 2009 et 2010¹⁶⁷.

Par ailleurs à l'occasion de la crise financière de 2007-2010, l'Europe et les États-Unis ont accordé 14 000 milliards de dollars de garanties aux banques¹⁶⁸. Kenneth Rogoff, un professeur d'économie d'Harvard, a étudié avec Carmen Reinhart les crises financières. Ils en ont tiré un livre intitulé *This Time is Different* d'où il transparaîtrait qu'une crise bancaire est souvent suivie quelques temps plus tard d'une crise de la dette publique¹⁶⁹.

Investir pour préparer le monde de l'après-crise

Aux États-Unis, le National Economic Council a rédigé un rapport en septembre 2009, intitulé *A Strategy For Innovation Driving Towards Sustainable Growth and Quality Jobs* afin d'estimer les investissements (estimés 68 milliards d'Euros¹⁷⁰) nécessaires pour préparer le pays au monde de demain. En France, la commission Juppé-Rocard aminée de préoccupations proches a remis en fin d'année 2009, un rapport intitulé *Investir pour l'Avenir; priorités stratégiques d'investissement et emprunt national*¹⁷¹. Si l'accent est mis dans les deux cas sur l'innovation, les conseillers du gouvernement américain semblent plus se méfier que leurs homologues français des « gouvernements qui essaient de sélectionner des gagnants »¹⁷² car ils « finissent trop souvent par gaspiller les ressources et par étouffer plutôt que de stimuler l'innovation » notamment à cause « de l'influence néfastes des lobbies et des chasseurs de rente »

La crise jusqu'à quand ?

Quelques avis donnés en 2009

En règle générale les économistes distinguent trois grands scénarios de sortie de crise : un scénario en V où la reprise suit immédiatement la dépression, un scénario en U, où après une période de dépression plus longue que dans le cas précédent, la croissance redémarre; un scénario en W où après la crise une (voire des) petite reprise suivie de rechute peut survenir avant une véritable sortie de la dépression.

En juin 2009, Daniel Cohen¹⁷³ dans un article du Monde met en garde contre le danger de croire que la crise est finie. Il rappelle que pour l'OCDE et le FMI la croissance devrait rester négative jusqu'à la fin 2009.

Nouriel Roubini dans un article *Des Échos* du 18 août 2009, indique qu'après avoir cru à un scénario en U, il pencherait actuellement pour un scénario en W.

Pierre-Antoine Delhommais, dans un article du Monde du 6-7 septembre 2009 intitulé « La crise de 1929 n'aura pas lieu », estime que les gouvernements et les autorités monétaires grâce à des politiques actives de demande, au refus de recourir à des mesures protectionnistes et par des politiques de facilités monétaires, ont évité les erreurs commises durant la Grande Dépression de 1929. Aussi, il pense que le spectre d'un scénario à la 1929 peut être écarté.

Début octobre 2009, le FMI prévoit une reprise en 2010. La croissance devrait être faible en zone euro (0,3%,

0,9 % pour la France), et forte en Chine 9 %, en Inde 6,4 %, en Afrique du Sud (4 %) et au Brésil (3,7 %) ^{1/4}.

2010 : fin de la crise entendue comme une grande récession ?

En janvier 2010, le FMI estime que la croissance mondiale progressera à un rythme de 3,9 % en 2010 ¹⁷⁵ alors que la Banque mondiale l'estime à 2,7 %. Dans ces conditions la crise entendue comme une récession devrait prendre fin dans la plupart des pays. Toutefois, ces prévisions en progression par rapport à celle de l'automne 2009 grâce en particulier au dynamisme des pays émergents, restent fragiles et dépendantes des plans de relance ¹⁷⁶

Estimations des variations annuelles du PIB en %	2010	2011
Monde	3,9	4,3
États-Unis	2,7	2,4
Zone euro	1	1,6
Allemagne	1,5	1,9
France	1,4	1,7
Pays émergents	6	6,3
Chine	10	9,7
Brésil	4,7	3,7

Sources : FMI et Les Échos du 27/01/2010

La crise comme révélateur des défaillances des structures économiques mondiales

Sur ce point, les économistes semblent relativement soucieux. Par exemple, Frédéric Lemaître ¹⁷⁷ a rendu compte de la 9^e rencontre d'Aix-en-Provence organisé par le Cercle des économistes en titrant son article *Et si la crise ne faisait que commencer ?*. Il faut dire que si la récession semble sur le point de se terminer, les déséquilibres économiques (chômage, balances commerciales dettes) demeurent et que les structures financières et bancaires qui ont provoqué la crise n'ont pas réellement été changées.

Les déséquilibres commerciaux

Bien que la Chine commence à consommer davantage, les exportations restent pour eux très importantes et les déséquilibres commerciaux avec le reste du monde, notamment avec les États-Unis, risquent de perdurer. Gabriel Grésillon, dans les Échos, craint une concurrence mondiale exacerbée dans un contexte de Yuan (la monnaie chinoise) sous-évalué ¹⁷⁸. Lors de sa visite à Pékin en novembre 2009, Barack Obama n'a rien pu obtenir de concret sur la question de la parité dollar/yuan, qui conditionne un rééquilibrage des échanges entre ces deux pays ¹⁷⁹. L'insistance de Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI présent à Pékin, pour que la Chine réévalue sa monnaie n'a rien pu y faire ¹⁸⁰. Pour Martin Wolf, l'attitude chinoise concernant la monnaie relève du mercantilisme, et les États-Unis auraient le droit de s'en protéger ¹⁸¹.

Plus généralement, le système monétaire international ne comporte guère de mécanisme permettant un rééquilibrage des balances commerciales, d'où des questions sur le système international de l'après-Bretton Woods. Par ailleurs des doutes se manifestent concernant le dollar, même si aucune perspective crédible de lui substituer une autre devise ne semble se faire jour.

La coopération internationale et rééquilibrage mondial

Pour l'heure les G20 semblent avoir du mal à faire émerger une nouvelle gouvernance mondiale. Par ailleurs pour

Martin Walker^{N 1, 182} « L'Occident, après plus de deux siècles de domination, va devoir apprendre à partager et à adopter des concepts tels que l'interdépendance ». Plus généralement cet auteur se pose la question d'un autre système faisant plus place aux autres cultures et plus écologiste.

Le problème des classes moyennes

Pour Martin Walker, la classe moyenne est la grande perdante de la crise. En fait le problème est complexe et on peut aussi se demander si le déclin des classes moyennes n'est pas une cause de la crise. En effet, les subprimes ont été inventées pour donner à la classe moyenne un pouvoir d'achat qu'elles ne pouvaient retirer de son travail. Quoiqu'il en soit le problème de la montée des inégalités se pose.

Notes et références

Notes

1. Martin Walker est Senior Director du Global Business Policy Council, il est aussi membre du Woodrow Wilson International Center for Scholars à Washington DC, et du World Policy Institute de la New School for Social Research à New York

Références

1. Rampell, Catherine : *The ‘Great Recession’ Earns Its Title* (<http://economix.blogs.nytimes.com/2010/07/30/the-great-recession-earns-its-title/?scp=2&sq=the%20great%20recession&st=cse>) , *The New York Times* (2010-07-30).
2. Zuckerman, Mortimer : *Mortimer Zuckerman: The Great Recession Continues* - *WSJ.com* (<http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703837004575013592466508822.html>) , Online.wsj.com (2010-01-21). Consulté le 2010-05-01.
3. « »
4. Evans-Pritchard, Ambrose : *With the US trapped in depression, this really is starting to feel like 1932* (http://www.telegraph.co.uk/finance/comment/ambroseevans_pritchard/7871421/With-the-US-trapped-in-depression-this-really-is-starting-to-feel-like-1932.html) , *The Daily Telegraph* (2010-07-04).
5. Fredric S. Mishkin [1] (<http://www.federalreserve.gov/newsevents/speech/mishkin20080515a.htm>) *How Should We Respond to Asset Price Bubbles?* consulté le 18/04/2008
6. Nouriel Roubini *A Global Breakdown Of The Recession In 2009*, january 15, 2009 [2] (http://www.forbes.com/2009/01/14/global-recession-2009-oped-cx_nr_0115roubini.html)
7. les critères (<http://www.dev.nber.org/cycles/dec2008.html>) du NBER
8. David Lightman Congressional Budget Office compares downturn to Great Depression [3] (<http://www.mcclatchydc.com/251/story/60822.html>) *McClatchy Washington Bureau*. January 27, 2009.
9. Wearden Graeme, *Oil prices: George Soros warns that speculators could trigger stock market* 06/03/2008 *The Guardian*[4] (<http://www.guardian.co.uk/business/2008/jun/03/commodities>)
10. "Greenspan Concedes Error on Regulation", *New York Times* consulté le 18/04/2009-04-18 nytimes.com (http://www.nytimes.com/2008/10/24/business/economy/24panel.html?_r=1&partner=permalink&exprod=permalink)
11. Inequality and depression: Ravi Batra's original thesis on financial crisis publié le 27/09/1987 dans *Forbes*
12. Richard Hault «Pour le FMI, la reprise mondiale reste encore dépendante des plans de relance budgétaire» Les Echos du 27 janvier 2010
13. Pierre-Antoine Delhommais, «Bulles, bulles, bulles» Le Monde des 31/01 et 01/02/2010
14. article (http://www.economist.com/opinion/displaystory.cfm?story_id=4079027) , *The Economist*
15. article (<http://www.nytimes.com/2005/12/25/weekinreview/25track.ready.html?ei=5070&en=0b11f24f470ec7da&ex=1136610000&pagewanted=print>) , *New York Times*
16. CIBC World Markets date=May 27, 2008 consulté le 04/01/2009 (http://research.cibcwm.com/economic_public/download/sm08.pdf)
17. *Crude oil prices set record high 102.08 dollars per barrel* (http://news.yahoo.com/s/afp/20080227/ts_afp/commoditiesenergyoilprice)
18. *Light Crude Oil EmiNY (QM, NYMEX): Monthly Price Chart* Tfc-charts.com (<http://tfc-charts.com/chart/QM/M>) consulté le 2009-01-04.
19. *Africa's Plight Dominates First Day of G8 Summit* (<http://www.dw-world.de/dw/article/0,2144,3466618,00.html>)
20. Massimo Prandi, Les produits agricoles échapperont seuls à la récession, selon CycloPe, Les Echos du 29/01/2009

21. Les deux chiffres précédents viennent de l'article de Yves Bourdillon, Les Nations unies redoutent une nette aggravation de la crise alimentaire, Les Echos du 27 janvier 2009
22. Marie Verdier, Le déclin du pétrole a-t-il commencé ?, La croix du 27 janvier 2009; p.14
23. [5] (<http://www.ihf.com/articles/2008/02/12/business/inflate.php>) *Global inflation climbs to historic levels* International Herald Tribune du 12/02/2008 consulté le 11/07/2008
24. [6] (http://economictimes.indiatimes.com/Perspectives/Are_emerging_economies_causing_inflation/articleshow/3208581.cms) *Are emerging economies causing inflation?* Economic Times (India) du 08/07/2008 date de consultation 11/07/2008
25. [7] (http://content.ksg.harvard.edu/blog/jeff_frankels_weblog/2008/06/26/) *prospects-for-inflation-outside-america-guest-post-from-menzie-chinn/*] *Prospects for Inflation outside America - Guest Post from Menzie Chinn* Jeff Frankel's Weblog consulté le 11/07/2008
26. [8] (<http://www.euractiv.com/en/euro/eu-slashes-growth-forecast-foresees-inflation-surge/article-170470>) *EU slashes growth forecast, foresees inflation surge*
27. [9] (<http://www.businessweek.com/ap/financialnews/D8UUMR681.htm>) *EU cuts growth forecast*
28. M. Fratianni et F. Marchionne, 2009, *The Role of Banks in the Subprime Financial Crisis* (http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1383473)
29. Alain Faujas, Entretien avec Olivier Blanchard, Le Monde du 24/11/2009
30. What Went Wrong (http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/10/14/AR2008101403343.html?hpid=topnews&sid=ST2008101403344&s_pos=) , *The Washington Post*, 2008-10-15. Consulté le 2009-04-10
31. Whitney Mike, « Stock Market Meltdown (<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=6467>) », Global Research, 6 août 2007. Consulté le 2009-01-04
32. Polleit Thorsten, « Manipulating the Interest Rate: a Recipe for Disaster (<http://mises.org/story/2810>) », Mises Institute, 2007-12-13. Consulté le 2009-01-04
33. Ann Pettifor, « America's financial meltdown: lessons and prospects (<http://www.opendemocracy.net/article/america-s-financial-meltdown-lessons-and-prospects>) », openDemocracy, 16 septembre 2008. Consulté le 2009-01-04
34. Stefan Karlsson, « America's Unsustainable Boom (<http://www.mises.org/story/1670>) », Mises Institute, 2004-11-08. Consulté le 2009-01-04
35. *l'écrasante responsabilité des banquiers*, Joseph Stiglitz, Le Nouvel Observateur, n°2365, 4 mars 2010.
36. Citations précédentes extraites de l'entretien de Thierry de Montbrial avec Jean Christophe Floquin, La Croix du 27 février 2009
37. Voir le livre de George A. Akerlof et Robert Shiller sur *les esprits animaux*
38. Nessim Aït-Kacimi, *Pandémie sur les marchés financiers*, Les Échos du 15/10/09
39. sur ce point voir le livre intitulé le Virus B "crise financière et mathématiques, de Christian Walter et de Michel de Pracontal
40. Christian Chavagneux, *Banques : des risques mal calculés*, Alternatives économiques n°283 de septembre 2009, p.50
41. Christian Chavagneux, *Banques : des risques mal calculés*, Alternatives économiques n°283 de septembre 2009, p.51
42. Christian Chavagneux, *Banques : des risques mal calculés*, Alternatives économiques n°283 de septembre 2009, p.52
43. Determination of the December 2007 Peak in Economic Activity (<http://www.dev.nber.org/cycles/dec2008.html>) , NBER, décembre 2008. Consulté le 13 décembre 2008
44. « Les États-Unis officiellement en récession depuis décembre 2007 », *Les Échos*, Pierre de Gasquet, 2/12/2008
45. Cité dans l'article de Pierre de Gasquet
46. Pierre-Antoine Delhommais, "2009 : Rose bonbon gris foncé ou noir ?", *Le Monde* des 7 et 8 décembre 2008
47. Voir Communiqué de l'OCDE[10] (http://www.oecd.org/document/2/0,3343,fr_2649_201185_41728578_1_1_1_1,00.html)
48. Managing the global financial crisis and economic downturn (<http://www.oecd.org/dataoecd/4/50/39739655.pdf>) , OCDE, décembre 2008. Consulté le 14 décembre 2008
49. Sandra Moatti, *La mondialisation de la crise*, *Alternative économiques*, n°275, décembre 2008, p.14
50. Sandra Moatti, *Ibid*, p.14
51. Sandra Moatti, *Ibid*, p.15
52. Klaus Schmidt-Hebbel, Chef économiste de l'OCDE, « A long recession (http://www.oecdobserver.org/news/fullstory.php/aid/2773/A_long_recession.html) », OECD Observer, décembre 2008. Consulté le 14 décembre 2008
53. *UPDATE 3-Estonia follows Denmark into recession in Q2* (<http://www.reuters.com/article/rbssBanks/idUSLD17989220080813>) (2008-08-13). Consulté le 2009-01-04.
54. Oxford Economic Country Briefings, « Latvia (http://findarticles.com/p/articles/mi_qa5299/is_20080926/ai_n30923365) », Findarticles.com, September 26, 2008. Consulté le 2009-01-04
55. Ireland leads eurozone into recession (<http://www.telegraph.co.uk/finance/economics/3079522/Ireland-leads-eurozone-into-recession.html>) , Telegraph. Consulté le 2009-01-04
56. New Zealand falls into recession (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7637143.stm>) , BBC News, 2008-09-26.

Consulté le 2009-01-04

57. HIGHLIGHTS: Crisis sends Japan into first recession in 7 years (<http://www.reuters.com/article/GCA-Economy/idUSTRE4AG0I720081117>) , Reuters, 2008-11-17. Consulté le 2009-01-04
58. Sweden stumbles into recession (<http://www.thelocal.se/15998/20081128/>) , The Local, 2008-11-28. Consulté le 2009-04-10
59. HK shares may fall; exporters may drop (<http://www.reuters.com/article/rbssInvestmentServices/idUSHKG29364920081117>) , Reuters, 2008-11-16. Consulté le 2009-01-04
60. Singapore slides into recession (<http://www.telegraph.co.uk/finance/economics/3171412/Singapore-slides-into-recession.html>) , Telegraph, 10 October 2008. Consulté le 2009-01-04
61. OECD area GDP down 0.1% in the third quarter of 2008 (<http://www.oecd.org/dataoecd/53/27/41700068.pdf>) , OECD, 2008-11-20. Consulté le 2009-04-10
62. Patrick Fitzgibbons, « TOPWRAP 10-Germany, China, US feel pain of global downturn (<http://www.reuters.com/article/naturalResources/idUSLD70564520081114>) », Reuters, 2008-11-14. Consulté le 2009-01-04
63. Jan Strupczewski, « Euro zone in recession, December rate cut expected (<http://www.reuters.com/article/ousivMolt/idUSTRE4AD29220081114>) », Reuters.com, 2008-11-14. Consulté le 2009-01-04
64. Spain's economy enters recession (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/7856080.stm>) , BBC News, 2009-01-28. Consulté le 2009-04-10
65. L'économie suisse est entrée en récession (<http://www.swissinfo.ch/fre/index.html?cid=7251196>) , swissinfo. Consulté le 16 décembre 2009
66. Taiwan in recession (http://www.straitstimes.com/Breaking%2BNews/Asia/Story/STIStory_339980.html) , 2009-02-18. Consulté le 2009-04-10
67. Reflating the dragon (http://www.economist.com/world/asia/displaystory.cfm?story_id=12606998) , The Economist, November 13, 2008. Consulté le 2009-01-04
68. National Bank estimate: Ukraine GDP down 20 percent in January (<http://www.kyivpost.com/business/35635>) , *Kyiv Post*, 2009-02-17. Consulté le 2009-04-10
69. Source: *World trade Monitor*[11] (<http://www.cpb.nl/en/dataoverview/worldtrademonitor>)
70. A juddering halt to world trade (<http://ftalphaville.ft.com/blog/2008/10/10/16912/a-juddering-halt-to-world-trade/>)
71. The collapse of manufacturing (http://www.economist.com/opinion/displaystory.cfm?story_id=13144864)
72. Thanks to the Bank it's a crisis; in the eurozone it's a total catastrophe (http://www.telegraph.co.uk/finance/comment/ambroseevans_pritchard/4958395/Thanks-to-the-Bank-its-a-crisis-in-the-eurozone-its-a-total-catastrophe.html)
73. A Global Retreat As Economies Dry Up (<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/03/04/AR2009030404221.html>) . The Washington Post. March 5, 2009.
74. Economic Crisis Poses Threat To Global Stability (<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=100781975>) . NPR. February 18, 2009.
75. China heads to Europe for a multi-billion trade deal (<http://english.peopledaily.com.cn/90001/90780/91421/6600900.html>) . People's Daily Online. February 25, 2009.
76. Strange rise of Eastern neo-colonialism (http://timesofindia.indiatimes.com/Opinion/Columnists/Strange_rise_of_Eastern_neo-colonialism/articleshow/2714753.cms) , The Times of India, January 20, 2008
77. Sovereign Wealth Funds Bail Out Major Banks (http://asia.investorplace.com/advice-and-insights/asia-funds/Sovereign_Wealth_Funds_0308.html) , InvestorPlace Asia
78. Colonialism Goes Into Reverse Gear As The Libyan Government Bails Out Italy's UniCredit (<http://www.straightstocks.com/global-economics/colonialism-goes-into-reverse-gear-as-the-libyan-government-bails-out-unicredit/>)
79. Chinese sovereign fund turning to natural resources (<http://www.ihf.com/articles/2009/02/19/business/deal20.php>) . Reuters. February 19, 2009.
80. China, taking advantage of global recession, goes on a buying spree (<http://www.csmonitor.com/2009/0220/p25s19-wosc.html>) . The Christian Science Monitor. February 21, 2009
81. Financial crisis to cost 20 mn jobs: UN (<http://www.expressindia.com/latest-news/Financial-crisis-to-cost-20-mn-jobs-UN/376061/>)
82. Global unemployment heads towards 50 million (http://business.timesonline.co.uk/tol/business/industry_sectors/banking_and_finance/article5607656.ece) , The Times, January 29, 2009
83. Mari-Laure Cittanova, *Impact de la crise dans les pays développés : 25 millions de chômeurs , selon l'OCDE*, Les Echos du 17 septembre 2009
84. *Presse Canadienne et AFP*, 13 septembre 2008
85. BNP Paribas reprend d'importants actifs de Fortis pour 15 milliards d'euros (<http://www.latribune.fr/entreprises/banques--finance/banque/20081005trib000180347/bnp-paribas-reprend-dimportants-actifs-de-fortis-pour-15-milliards-deuros.html>)
86. ZAGAT'S 2009 U.S. Hotels, resorts, & spas survey finds more options available for cost-conscious travelers

- (<http://www.zagat.com/About/Index.aspx?menu=PR126>) , Zagat (2008-11-12). Consulté le 2009-03-20.
87. World Tourism Organization, « UNWTO World Tourism Barometer October 2008 (http://unwto.org/facts/eng/pdf/barometer/UNWTO_Barom08_3_en_Excerpt.pdf) », UNWTO, October 2008. Consulté le 2008-11-17 Volume 6, Issue 3
 88. Financial Transmission of the Crisis: What's the Lesson? (<http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=23284&prog=zgp&proj=zie>) Shimelse Ali, Uri Dadush, Lauren Falcao, "International Economics Bulletin, June 2009
 89. Financial Transmission of the Crisis: What's the Lesson? (<http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=23284&prog=zgp&proj=zie>) Shimelse Ali, Uri Dadush, Lauren Falcao, "International Economics Bulletin, June 2009.
 90. general strike (<http://www.reuters.com/article/newsOne/idUSLP45582720090225>)
 91. also clashed in Lithuania (<http://www.latimes.com/news/nationworld/world/la-fg-baltic-protests17-2009jan17,1,5418868.story>)
 92. various levels of unrest in Europe (<http://www.guardian.co.uk/business/2009/jan/31/global-recession-europe-protests>)
 93. [12] (<http://www.ihf.com/articles/2009/02/01/europe/01russia.php>)
 94. [13] (<http://business.timesonline.co.uk/tol/business/economics/article5627687.ece>)
 95. "CIA Adds Economy To Threat Updates (<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/02/25/AR2009022503389.html>) White House Given First Daily Briefing" article by Joby Warrick, Washington Post Staff Writer, Thursday, February 26, 2009
 96. Business Week (http://www.businessweek.com/globalbiz/content/mar2009/gb20090310_721176.htm?chan=top+news_top+news+index+-+temp_global+business) article "Economic Woes Raising Global Political Risk" by Jack Ewing published March 10, 2009
 97. The Associated Press (http://www.google.com/hostednews/ap/article/ALeqM5ifPGhNhtfxvQZKICGBR2oW8_GGrgD96RUF6G0) article "Experts: Financial crisis threatens US security" by Stephen Manning, publié le 11 mars 2009
 98. BBC (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7744355.stm>)
 99. NPR (<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=100781975>) article "Economic Crisis Poses Threat To Global Stability" by Tom Gjelten
 100. Sir Fred Goodwin's home attacked (http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/scotland/edinburgh_and_east/7962825.stm)
 101. AIG warns staff to travel in pairs after death threats over bonuses (<http://www.guardian.co.uk/business/2009/mar/21/aig-insurance>)
 102. Isabelle Couet, *Avec le retrait de la Réserve fédérale, le marché de la dette américaine perd un soutien de taille*, Les Echos du 29/10/2009
 103. Massimo Prandi, *Newedge identifie la formation d'une nouvelle bulle sur les marchés*, Les Échos du 21/10/2009
 104. Voir Article de Claire Gatinois dans le Monde du 3/11/2009
 105. <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gBu9M8j9qZRk5QaqeQ2P6hVm4gHw>
 106. http://www.boursorama.com/international/detail_actu_intern.phtml?num=8d2331ba6e6235ff0f642ee8802048e4
 107. http://www.lejdd.fr/cmc/economie/200904/un-banquier-repond-a-sarkozy_182137.html
 108. http://www.lesechos.fr/info/inter/afp_00232931-grand-emprunt-taxation-des-bonus-ultime-vote-a-l-assemblee-avant-le-senat-jeudi.htm
 109. http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/plan_relance_economie_1393/plan_relance_1_000_62486.html
 110. http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/communiques_4/premier_ministre_reuni_comite_62495.html
 111. Le Monde (11/11/08) : nationaliser les banques, une mauvaise solution (http://www.lemonde.fr/economie/article/2008/11/10/nationaliser-les-etablissements-bancaires-une-mauvaise-solution_1116896_3234.html)
 112. <http://www.lesechos.fr/info/inter/4805721.htm>
 113. http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/economie/20090114.REU4278/un_plan_de_soutien_de_10_milliards_de_livres_aux_pme_an.html
 114. <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jKQcyHYEpA2zma4PzsbtWGKBcRLQ>
 115. http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/01/19/londres-devoile-un-nouveau-plan-de-soutien-aux-banques_1143444_3214.html
 116. <http://www.lefigaro.fr/international/2009/03/03/01003-20090303ARTFIG00007-gordon-brown-premier-invite-europeen-d-obama-.php>
 117. http://www.lemonde.fr/economie/article/2009/03/01/gordon-brown-propose-un-new-deal-a-obama_1161869_3234.html
 118. <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20081127trib000315037/madrid-annonce-un-plan-de-relance-de-11-milliards-deuros.html>
 119. <http://www.lepoint.fr/actualites-economie/cent-milliards-de-couronnes-pour-relancer-le-credit-en-norvege/916/0/315085>
 120. http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/economie/20090113.REU4146/berlin_adopte_un_nouveau_plan_de_relance_de_50_milliard.html
 121. <http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/opinions/chroniques/richard-dupaul/200901/09/01-693360-chiche-ou-sage-angela-merkel.php>
 122. http://www.lesechos.fr/info/inter/afp_00223237-merkel-l-economie-allemande-ne-sera-pas-tiree-d-affaire-avant-

2013.htm

123. <http://www.lefigaro.fr/international/2010/01/10/01003-20100110ARTFIG00145-les-allemands-s-opposent-aux-baisses-d-impot-.php>
124. <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20090111trib000330123/plan-de-relance-barack-obama-prevoit-de-creer-entre-trois-et-quatre-millions-demplois.html>
125. http://elections-americaines.lesechos.fr/article.php?id_article=2463
126. Constructif.fr : l'Etat américain dope ses PME (http://www.constructif.fr/Article_39_68_497/L_Etat_americaain_dope_ses_PME.html)
127. <http://www.pcinpact.com/actu/news/48871-plan-relance-numerique-tgv-wifi.htm>
128. Journal des Finances 10/02/2009 : Obama veut éviter une catastrophe (<http://www.jdf.com/indices/2009/02/10/02003-20090210ARTJDF00004-obama-veut-eviter-une-catastrophe.php>)
129. <http://www.lefigaro.fr/bourse/2010/01/25/04013-20100125ARTFIG00503-banques-le-debat-sur-la-regulation-financiere-relance-.php>
130. <http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/dossiers/pme/200901/06/01-691257-un-renfort-de-quebec-pour-les-entreprises.php>
131. http://www.french.xinhuanet.com/french/2008-11/27/content_769121.htm
132. <http://www.usinenouvelle.com/article/que-cache-le-debat-sur-le-protectionnisme.157737>
133. Rapport de l'OCDE : Objectif Croissance 2009, publié le 3 mars 2009 (<http://www.usinenouvelle.com/GlobalDocs/usn/Objectif-croissance-2009.pdf>)
134. <http://www.usinenouvelle.com/article/ocde-des-mesures-d-urgence-oui-mais-pas-sans-les-reformes.159812>
135. <http://www.lesechos.fr/info/inter/300333887.htm>
136. http://www.oecd.org/document/55/0,3343,fr_2649_34325_44758775_1_1_1_37443,00.html
137. <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/ocde-resorber-les-deficits-en-reduisant-le-chomage-et-certaines-dependances-10-03-2010-843091.php>
138. <http://www.lepoint.fr/actualites-economie/2009-04-03/g20-compromis-historique-au-g20-pour-relancer-l-economie-et-reguler/916/0/331470>
139. AFP, « Relance ou dérive de la dette? Le dilemme des gouvernants face à la crise », dans *Le Devoir*, 24 janvier 2008 [texte intégral (<http://www.ledevoir.com/2009/01/24/229167.html>) (page consultée le 24 janvier 2009)]
140. (en) Massimo Calabresi, « *Congress and the Bailout Plan: Business As Usual* », dans *Time Magazine*, 23 septembre 2008 [texte intégral (<http://www.time.com/time/politics/article/0,8599,1843642,00.html>) (page consultée le 5 novembre 2008)]
141. (en) Personnel de rédaction, « *Another shot in the arm* », dans *The Economist*, 19 janvier 2009 [texte intégral (http://www.economist.com/world/britain/displayStory.cfm?story_id=12963102&source=features_box_main) (page consultée le 20 janvier 2009)]
142. (fr) *Des milliards comme s'il en pleuvait !* (<http://bruno-birolli.blogs.nouvelobs.com/archive/2008/11/21/des-milliards-comme-s-il-en-pleuvait.html>) , Bruno Birolli, *Le Nouvel Obs*, 21 novembre 2008
143. "Des États inégaux face au ralentissement mondial", *Le Monde*, 25 novembre 2008
144. Cécile Cornudet, "Nicolas Sarkozy répond à la crise économique par un effort public massif" *Les Echos* des 5 et 6 décembre 2008.
145. Bruno Ventelou in Alternatives économiques du 16 décembre 2008 (http://www.alternatives-economiques.fr/crise-plan-de-relance-sarkozy_fr_art_633_41396.html)
146. Jean-Marc Vittori, *Le pari fou de Sarkozy*, Les Echos du vendredi 19 et 20 décembre 2008
147. Virginie Malingre, "Gordon Brown est contraint de renoncer à un nouveau plan de relance, Le Monde du 27 mars 2009
148. Hélène Rey, « L'inévitable relance budgétaire », *Les Échos* du 20/11/2008
149. Peer Steinbrück on the Global Economic Crisis (<http://www.newsweek.com/id/172613>) , Newsweek, 6 décembre 2008. Consulté le 13 décembre 2008
150. « *Our British friends are now cutting their value-added tax. We have no idea how much of that stores will pass on to customers. Are you really going to buy a DVD player because it now costs £39.10 instead of £39.90? All this will do is raise Britain's debt to a level that will take a whole generation to work off.* » : Peer Steinbrück on the Global Economic Crisis (<http://www.newsweek.com/id/172613>) , Newsweek, 6 décembre 2008. Consulté le 13 décembre 2008
151. Brice Pedroletti, "L'afflux de liquidités provoque encore une flambée boursière à Hongkong et en Chine", *Le Monde* du 3/11/2009
152. Brice Pedroletti, Ibid
153. Virginie Robert, La Banque mondiale annonce une croissance chinoise à 8,4 % cette année" *Les Échos* du 5/11/2009
154. Yann Rousseau, " Dans la crise, la Chine a renforcé son influence sur l'Afrique" *Les Échos* des 6 et 7 novembre 2009
155. Yann rousseau , Ibid
156. Jean-Marc Vittori, "l'Amérique en fanfare", *Les Échos* des 30 et 31 octobre 2009
157. Sylvain Cypel, Aux États-Unis, le chômage a atteint son plus haut niveau depuis vingt-six ans, *Le Monde* des 8 et 9 novembre 2009
158. Emploi et taux de chômage USA novembre 2010 : très mauvais (<http://www.gecodia.fr/Emploi-et-taux-de->

chomage-USA-novembre-2010-tres-mauvais_a857.html) Geocodia, décembre 2010

159. Conjoncture : Obama prévoit un chômage élevé jusqu'en 2020 (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/02/11/04016-20100211ARTFIG00517-obama-prevoit-un-chomage-eleve-jusqu-en-2020-.php>) , Le Figaro, 11 février 2010
160. Virginie Robert, "L'économie encore trop fragile pour que la Fed modifie ses taux" *Les Échos* du 5/11/2009
161. Marie-Laure Cittanova, *Pour la France, le pire reste à venir*, Les Echos des 17 et 18 septembre 2009
162. Comptes nationaux trimestriels: Taux de croissance trimestriel du PIB en volume (<http://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryName=350&QueryType=View&Lang=fr>) , OCDE. Consulté le 5 septembre 2010
163. Evolution de la dette des collectivités publiques (Département fédéral des finances DFF) (<http://www.efd.admin.ch/dokumentation/zahlen/00579/00595/01086/index.html?lang=fr>)
164. Prévisions conjoncturelles (<http://www.seco.admin.ch/themen/00374/00375/00376/index.html?lang=fr>) , Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Consulté le 16 septembre 2010
165. Pierre-Antoine Delhommais, Les G20 passent, l'horloge tourne Le Monde des 27 et 28 septembre 2009
166. Claire Gatinois, Le Monde, 3/11/2009
167. *Le Monde* du 3//2009, "Question-réponses"
168. Jean-Marc Vittori, "La finance publique revient au Moyen-Age", Les Échos, 12-13/02/2010
169. Henry Gibier, "Copenhague, un lever de rideau", *Les Échos*, 5/11/2009
170. Annie Kahn, *Les Nouveaux "grands défis" de l'innovation aux États-Unis*, Le Monde du 15/12/2009
171. Vous trouverez le texte ici (<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article3154>)
172. Les citations viennent de traduction du rapport trouvé dans l'article d'Annie Kahn du 15/12/2009
173. Daniel Cohen, "Du danger de croire que la crise économique est finie", Le Monde du 16 juin 2009
174. Alain Faujas, *Selon le FMI, la récession mondiale s'achève, mais la reprise sera laborieuses*, Le Monde du 2/10/2009
175. (fr) et que donc la (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/01/26/04016-20100126ARTFIG00587-fmi-la-croissance-mondiale-frolera-les-4-en-2010-.php>) récession devrait prendre fin dans la plupart des pays. FMI : la croissance mondiale frôlera les 4 % en 2010, Le Figaro, 26 janvier 2010
176. Richard Hault « Pour le FMI, la reprise mondiale reste encore dépendante des plans de relance budgétaire » Les Echos du 27 janvier 2010
177. Frédéric Lemaître *Et si la crise économique ne faisait que commencer* Le Monde du 7 juillet 2009
178. Gabriel Grésillon, *Les consommateurs chinois ne sauveront pas le monde*, Les Échos des 23/24/10/2009
179. Yann Rousseau, *Beaucoup de promesses d'entente peu d'engagements concrets* Les Echos du 18/11/2009
180. Yann Rousseau, *Le directeur du FMI presse Pékin de réévaluer le yuan* Les Échos du 18/11/2009
181. Martin Wolf, Ce qu'Obama n'a pas dit à Hu, Les Échos du 24/11/2009
182. Martin Walker, *L'occident va devoir partager. Il nous faut inventer un autre modèle*, Le Monde du 28 mars 2009

Voir aussi

Articles connexes

Crise économique
 Liste des crises monétaires et financières
 Récession économique
 Fortigate
 Plan de relance économique des États-Unis de 2009
 Plan de relance économique de la France de 2008
 Crise laitière de 2009

Liens externes

Collectif, La Crise économique actuelle (<http://citoyen.eu.org/crise/economique>) : une collection des textes (notamment sur les politiques de relance et la circulation financière)
 Observatoire du BIT sur la crise de l'emploi (<http://www.ilo.org/public/english/support/lib/financialcrisis/index.htm>)
 Blog de Paul Jorion, anthropologue et économiste qui avait vu la crise dès 2004 (<http://www.pauljorion.com/blog>)

Bibliographie

- Bruegel (think tank), *Estimating the size off the stimulus package for 2009*, 12 décembre 2008 [14]
(<http://www.bruegel.org/Public/fileDownload.php?target=/Files/media/PDF/Publications/Notes/ESTIMATING-THE-SIZE-OF-THE-STIMULUS-PACKAGE-121208.pdf>)
- Krugman P., 2009, *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Editions du Seuil, Paris.
- Note de conjoncture de l'INSEE décembre 2008 [15]
(http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/decembre2008_ve.pdf)
- Servet, J-M., 2010, *De la crise au renouveau solidaire*, Desclée de Brouwer, Paris.
- Michel de Pracontal et Christian Walter *Le virus B. Crises financières et mathématiques* E d. du Seuil, 2009, 127 p.
- George A. Akerlof et Robert Shiller, 2009, *Les esprits animaux : comment les forces psychologiques mènent la finance et l'économie*, Pearson
- Dupret X, 2009, "Krach mondial", Ed. Couleurs Livres
-

Ce document provient de « http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_%C3%A9conomique_de_2008 ».

Dernière modification de cette page le 9 avril 2011 à 12:24.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons paternité partage à l'identique ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.